



Listes de contenus disponibles sur: [Scholar](#)

**QUESTION DES MUSULMANS OUIGHOURS DANS LES RELATIONS SINO-AMERICAINES : REGARDS CROISES ENTRE PROBLEME DE SECURITE NATIONALE ET STRATEGIE D'AFFAIBLISSEMENT.**

Journal homepage: [ijssass.com/index.php/ijssass](http://ijssass.com/index.php/ijssass)

**QUESTION DES MUSULMANS OUIGHOURS DANS LES RELATIONS SINO-AMERICAINES : REGARDS CROISES ENTRE PROBLEME DE SECURITE NATIONALE ET STRATEGIE D'AFFAIBLISSEMENT. ☆**

Vital Yvan MBUMBA MBUMBA <sup>a \*</sup>

a. *Assistant à la FSSAP, Université de Kinshasa*

Received 4 October 2022; Accepted 24 October 2022  
Available online 13 November 2022

**A R T I C L E I N F O**

*Keywords:*

Religion  
Uyghur  
China  
USA  
Diplomacy  
Security  
Strategy  
Terrorism  
Issues  
Muslim

**A B S T R A C T**

Tout comme les facteurs diplomatique, idéologique, politique, commercial, économique, technologique, géostratégique et géopolitique, le facteur religieux est aussi à la base de la dégradation de relations sino-américaines.

Depuis une série d'évènements terroristes à Xinjiang, la Chine a renforcé les mesures sécuritaires à l'encontre des musulmans ouïghours qui s'y trouvent.

Mais pour les États-Unis, accusés par la Chine de s'immiscer dans ses affaires et de soutenir des activités terroristes et séparatistes au Xinjiang à des fins géopolitiques, ces mesures sont une violation grave de droits de l'homme et d'atteinte à la liberté de religion et les ont mises en exergue pour appeler au boycott des Jeux Olympiques de Pékin 2022.

Notre article analyse l'implication du facteur religieux dans les rivalités entre ces deux grandes puissances.

**INTRODUCTION**

Que ce soit sur le plan académique ou sur le plan stratégique, le fait religieux est resté à l'écart des facteurs considérés comme structurants des réalités internationales. Les approches théoriques, qu'elles soient proches de l'école réaliste qui insiste sur les données matérielles et militaires de la puissance, ou qu'elles s'inspirent de l'école libérale qui met

l'accent sur la coopération, les échanges commerciaux, le rôle du droit international et des traités, ne l'ont pas pris en compte. Mais après une longue période d'oubli, les religions sont désormais fréquemment invoquées à la fois comme une explication des humeurs du monde et comme la clé de leur apaisement. [FOX, J. & SANDLER, 2006].

En effet, les relations diplomatiques entre

la Chine et les Etats-Unis d'Amérique se sont sérieusement dégradées depuis l'Administration Donald Trump. Et, plusieurs questions constituent la paume de discorde de leurs rivalités, notamment les facteurs commercial, économique, politique, idéologique, technologique, géostratégique et géopolitique.[ CABESTAN, J.,2022].

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu d'évoquer ici le fait religieux lequel, tout comme les facteurs sus-évoqués, divise aussi ces deux grandes puissances. Ainsi, le choix de cette étude est justifié par la quête de l'implication du facteur religieux dans les rivalités sino-américaines. Concrètement, Il s'agit de la question des musulmans ouïghours se trouvant majoritairement dans la province chinoise de Xinjiang.

A partir des attentats du 11 septembre 2001 et après une vague d'attentats terroristes en Chine entre 2013 et 2014, les autorités chinoises ont dû renforcer les mesures sécuritaires à Xinjiang, à l'encontre des musulmans ouïghours,[ CASTETS, R., 2003].

Mais aux Etats-Unis (et dans plusieurs pays occidentaux comme la Grande Bretagne, la France et le Canada), accusés par la Chine de s'ingérer dans ses affaires intérieures en soutenant ces activités terroristes et séparatistes à des fins géopolitiques, le renforcement de ces mesures est une violation grave de droits de l'homme. Ils les qualifient de génocide. Tout récemment, les Etats-Unis ont mis en relief ce fait religieux pour appeler au boycott des Jeux Olympiques de Pékin 2022.

Cette situation nous place devant des enjeux divergents où une partie évoque des mesures sécuritaires pour se mettre à l'abri des menaces terroristes dont elle a été victime, et l'autre, au nom de la liberté religieuse et des droits humains, l'accuse de génocide.

Tout compte fait, le problème essentiel que soulève cette étude est centré sur le recours au fait religieux par les Etats-Unis d'Amérique. Sachant qu'en Relations internationales, les positions prises par des Etats ne visent que leurs intérêts égoïstes, cette contribution vise à clarifier le contour de la position américaine face à la question ouïghoure d'autant plus que celle-ci manifeste un soutien aux musulmans ouïghours accusés pourtant par la Chine d'être à la base des activités terroristes sur son propre territoire, et dont elle est la seule responsable souveraine en matière de sécurité publique. Elle y apparaît comme une immixtion stratégique à des fins inavouées.

De ce qui précède, l'ossature de cette réflexion retient deux axes majeurs qui sont : la Chine et la question ouïghoure : un problème de sécurité publique d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique et la question ouïghoure : une stratégie d'affaiblissement de la Chine d'autre part.

## **I. La chine et la question ouïghoure : un problème de sécurité publique?**

### **1.1. Origine des ouïghours**

Les ouïghours sont des chinois musulmans établis dans le Nord-ouest de la Chine, précisément dans la Province de Xinjiang où ils vivent depuis des siècles. Ils constituent une

communauté turcophone à majorité musulmane qui représente plus de 11 millions de personnes en Chine. Ils sont présents au Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Kirghizstan et en Turquie. En 1949, la Chine colonise ce territoire et le renomme « Xinjiang » qui signifie littéralement « *nouvelles frontières* ». Ce qui provoque de nombreuses tensions entre les Ouïghours et le Gouvernement chinois, [KERNIVINEN, P.B, 2021].

Comme le souligne Marc Julienne, les relations entre la population indigène ouïghoure et la majorité ethnique chinoise Han ont toujours été tendues depuis la conquête du Xinjiang au 18ème siècle par la dynastie Qing. Les Ouïghours ont mal supporté l'imposition des règles et de la culture chinoises,[JULIENNE, M., *Art. cit.*]. Ce contexte permet d'expliquer l'entrée du terrorisme sur le territoire chinois à partir de la province de Xinjiang.

## **1.2. Xinjiang : porte d'entrée du terrorisme en Chine**

Après la chute du communisme et la fin de la Guerre froide, les corollaires de la « fin d'histoire » de Francis Fukuyama et du « choc des civilisations » de Samuel Huntington venaient nourrir l'utopie. En opposition à la thèse d'un finalisme historique dépouillé de ses aspérités et sans obstacles, la thèse prédictive de Samuel Huntington plaçait les religions au centre de la dynamique des cultures et de leur inéluctable confrontation de sens à l'échelle planétaire.[ HUNTINGTON, S, 2005].

Dans cet ordre d'idées et sur un plan interne, nombre de crises étatiques, notamment

depuis la fin de la Guerre froide, ont vu le fait religieux occuper une place de premier plan. Que l'on songe au conflit de l'ex-Yougoslavie, à celui de l'Irak ou à la guerre civile syrienne, au conflit interne au Myanmar et à la persécution des Rohingyas, ou à la guerre yéménite opposant sunnites et chiïtes, le constat est que la croyance religieuse se transforme en un marqueur social qui porte à incandescence des rivalités sociétales profondes et, le plus souvent, anciennes. La religion fait alors figure d'accusé principal. Le religieux est pointé comme un élément premier, causal, du conflit.[ MAILA, J.,2018].

En effet, comme le note Rémi Castets, en dépit d'une longue tradition d'échanges avec la Chine, la culture et la religion d'ouïghours les rattachent avant tout au monde centre-asiatique. C'est sans doute l'une des raisons qui expliquent pourquoi, en dépit d'un degré croissant d'intégration à la Chine, l'idée d'une communauté de destin liant ces populations à cette dernière a toujours eu du mal à s'imposer. Cependant, au-delà de ces facteurs d'ordre culturels, d'autres facteurs, à différentes époques, ont contribué à fragiliser la souveraineté chinoise sur cette région. Ainsi, durant la première moitié du XXe siècle, véhiculé par les élites locales en contact avec la Turquie et les Tatars de Russie, le réformisme panturquiste a posé les premiers jalons idéologiques des mouvements anticoloniaux au Xinjiang,[ CASTETS, R.,2005]. De ce qui précède et ayant mal vécu la colonisation chinoise ainsi que ses conséquences socio-économiques à Xinjiang, les musulmans ouïghours vont procéder par des mouvements de protestation. Pour les ouïghours, cette

colonisation a exclu les minorités nationales du Xinjiang du partage des nouvelles richesses générées par la mise en valeur de la région. En voie de conséquence, de 1990 à fin 2016, des milliers d'attaques terroristes violentes attribuées aux extrémistes ouïghours ont frappé le Xinjiang et infligé de grandes souffrances à la population multiethnique de cette province, [ PEDROLETTI, B., *Art.cit.*].

Dans ce registre, il sied de citer l'attaque terroriste du 5 juillet 2009 à Urumqi causant 197 morts et plus de 1.700 blessés.[ Ambassade de chine,2020]. Et, entre 2013-2014, la Chine a fait face à une vague d'attentats sans précédent sur son territoire. Parmi les plus importantes attaques, on retient un attentat suicide à la voiture piégée sur la place Tiananmen à Pékin le 28 octobre 2013 qui a fait deux morts et 40 blessés, une attaque au couteau à la gare de Kunming à Yunnan le 1er mars 2014 qui a fait 31 morts et plus de 140 blessés, une valise piégée à la gare d'Urumqi à Xinjiang le 30 avril 2014 qui a fait trois morts et 79 blessés, ou encore un double attentat suicide à la voiture piégée sur un marché à ciel ouvert d'Urumqi le 22 mai 2014 qui a fait 31 morts et 94 blessés. Ces attaques ont toutes été perpétrées par des militants ouïghours, et certaines d'entre elles ont été revendiquées par le Parti islamique du Turkestan (PIT), organisation séparatiste islamiste luttant pour l'indépendance du Xinjiang, le Turkestan oriental,[ JULIENNE, M., *Art.cit* ; PEDROLETTI, B., *Art.cit* et SAINT-PAUL, P., *Art.cit*]

Après s'être cantonné à des actions « locales » et nationales, au Xinjiang puis sur le

sol chinois, le mouvement ouïghour radicalisé s'est attaqué aux intérêts chinois à l'étranger. C'est ainsi qu'en 2015, à Bangkok, en Thaïlande, un attentat dans un temple très fréquenté des touristes chinois avait fait 20 morts. Puis, en août 2016, c'était au tour de l'Ambassade de Chine au Kirghizistan d'être la cible d'une voiture piégée. L'attaque kamikaze aurait été commanditée depuis la Syrie par le PIT, installé au Pakistan, frontalier du Xinjiang, qui milite pour l'instauration d'un Etat islamique propre aux peuples turcophones d'Asie centrale.[ DEFRANOUX, L. & GERARD, S.,2017].

A en croire Defranoux et Gérard, la Syrie abrite aujourd'hui un contingent djihadiste ouïghour structuré. Ils affirment que déjà, en décembre 2014, le gouvernement chinois confirmait que 300 ouïghours étaient partis faire le jihad en Syrie, un chiffre qui selon eux, semblait être surestimé. Mais pour Rémi Castets, le nombre de djihadistes issus de la minorité turcophone avait sensiblement augmenté les années suivantes. D'aucuns estiment que ceci n'était qu'une conséquence de la décision prise, fin 2015, de libéraliser l'obtention de passeports pour les ouïghours avant leur suppression en octobre 2016.[ DEFRANOUX, L. & GERARD, S.,*Art.Cit.*]. Beaucoup d'observateurs avaient jugé cette décision comme un moyen pour les autorités chinoises de se débarrasser des militants ouïghours désireux de rejoindre l'Irak et la Syrie et d'éviter les troubles au Xinjiang. Pour Rémi Castets, les ouïghours seraient effectivement plusieurs centaines dans les rangs de l'Etat islamique, mais surtout d'Al-Qaeda.

De son côté, Mathieu Duchâtel estime le nombre de ressortissants chinois à une centaine, sans compter les ouïghours qui bénéficient de la nationalité turque. (Defranoux, L. & Gérard, S., 2017). Les combattants exilés se rassemblent sous la bannière du PIT, affilié à Al-Qaeda. Les ouïghours sont donc considérés comme des combattants de seconde zone par l'Etat islamique, alors qu'avec Al-Qaeda, il y a un réseau dirigé par les ouïghours.

A la suite de Pascal Boniface qui note que l'islamisme ou l'islam radical est présenté comme un danger essentiel pour le monde occidental, remplaçant alors la menace communiste,[BONIFACE, P,2011]. Il y a lieu de comprendre que dans ces conditions, n'étant pas du tout épargné par le même phénomène, la Chine devait à tout prix réagir en mettant en place une politique de lutte contre la menace réelle du terrorisme sur son territoire.

### **1.3. La politique chinoise de lutte anti-terroriste**

A en croire Simon Shen, la question du terrorisme n'est pas nouvelle dans la politique chinoise. Elle a existé déjà bien avant les attaques du 11 septembre 2001. Cependant la version chinoise de la lutte anti-terroriste a été relativement peu étudiée par les chercheurs occidentaux. Il indique que cela s'explique par le fait qu'elle ne s'est pas inscrite aux avant-postes de la campagne anti-terroriste menée par les États-Unis et par le fait que les groupes considérés par la Chine comme terroristes n'ont pas eu de figures emblématiques de notoriété mondiale.

Avant le 11 septembre, trois événements majeurs avaient attiré l'attention des médias et du pouvoir chinois sur le séparatisme ouïghour depuis les années 1990. Le premier épisode était la rébellion militaire de Ba'ren au Xinjiang en avril 1990. Le second était une série d'explosions et d'attaques à la bombe en 1992 et 1993 contre des civils. Le troisième était la vague de protestations, d'explosions et d'assassinats contre des officiels d'origine Ouïgoure du printemps 1996 à février 1997. Depuis 1998, les accusations de l'implication des Ouïghours dans des activités terroristes avaient dépassé les frontières de la Chine jusqu'aux pays voisins comme le Kirghizistan et le Kazakhstan.

Suite à la série d'attaques terroristes dont la Chine a été victime, à partir de 2015, afin de sauver les individus endoctrinés par l'extrémisme religieux, les autorités chinoises ont fermement repris en mains la situation au Xinjiang en mettant en œuvre un appareil de sécurité draconien. Le renforcement du dispositif antiterroriste a été complété à partir de 2017 d'une campagne de lutte contre l'extrémisme religieux, concrétisée par la construction d'une centaine de camps de rééducation idéologique au Xinjiang. Officiellement, il s'agit d'une initiative utile et d'une exploration active de la Chine en matière de lutte préventive contre le terrorisme et de déradicalisation. Pour les autorités chinoises, au fond, ces camps ne sont pas différents des centres de déradicalisation ou des systèmes de correction communautaire aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France.

En fin de compte, la lutte antiterroriste et la déradicalisation chinoise à Xinjiang ont obtenu

des résultats remarquables. Jusqu'à ce jour, aucun attentat terroriste n'a eu lieu depuis cinq ans. Les droits à la vie, à la santé et au développement de toutes les ethnies vivant au Xinjiang ont été garantis dans la plus grande mesure. Malheureusement, ces mesures de sécurité publique chinoise contre la menace terroriste sont mal perçues par les occidentaux en tête desquels se trouvent les Etats-Unis d'Amérique et beaucoup d'ONG de défense des droits de l'homme. Ainsi, dans un rapport du Congrès américain sur les droits humains en Chine, les républicains et démocrates avaient soutenu que les autorités chinoises menaient une répression sans précédent contre la minorité ouïghoure, ce qui pourrait constituer un crime contre l'humanité,[ PLUYETTE, C,2018].

Pour Rémi Castets, ces mesures sécuritaires prises par les autorités chinoises institutionnalisent un système de surveillance qui réduit au silence les autonomistes ouïghours depuis des décennies.

De l'autre côté, une quinzaine d'ONG, dont Amnistie internationale et Human Rights Watch, avaient réclamé la création d'une enquête de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur la détention des ouïghours. Le Secrétaire Général d'Amnistie internationale, Kumi Naidoo s'était même permis de qualifier la région du Xinjiang de prison à ciel ouvert : *«Un lieu où la surveillance avec haute technologie, l'endoctrinement politique, l'assimilation culturelle forcée, les arrestations arbitraires et les disparitions ont conduit les minorités ethniques à devenir des étrangers sur leur propre terre »*,[ Agence France-Presse, ouïghours

détenus en chine,2018].

Face à toutes ces accusations, les autorités chinoises avaient assuré que des observateurs de l'ONU étaient les bienvenus à Xinjiang, mais à condition qu'ils « *s'abstiennent de toute ingérence dans les affaires intérieures de la Chine* ». Cependant, par rapport à la prise des positions occidentales, la Chine a déclaré que depuis un certain temps, des politiciens et organismes occidentaux inventent et diffusent toutes sortes de mensonges et de rumeurs au sujet du Xinjiang, jouant des coups bas politiques visant à « contenir la Chine par le Xinjiang ». Pour les autorités chinoises, en réalité, ces occidentaux et leurs organisations ne se soucient ni du développement du Xinjiang ni des droits de l'homme des ouïghours. Elles estiment que leur réel dessein est de lancer des accusations calomnieuses contre la Chine pour la diaboliser, entraver son développement et détruire la belle vie du peuple multiethnique chinois.

C'est à ce titre que la Chine considère par exemple, que la CIA et la Fondation nationale pour la démocratie des États-Unis trament des activités anti-chinoises par le biais des ONG comme Human Rights Watch et le « Congrès Mondial Ouïghour », dans le but d'affubler leurs mensonges sur le Xinjiang d'une couverture sacrée de « liberté » et de « droits de l'homme ». Elle accuse des auteurs occidentaux comme Adrian Zenz, Ethan Gutmann et d'autres soi-disant « spécialistes » de la question du Xinjiang de fabriquer des mensonges par des citations tronquées, allégations sorties du contexte, accusations ambiguës et informations falsifiées. Pour les autorités chinoises, de grands médias

comme BBC, Radio Free Asia, journal français Libération et d'autres médias occidentaux font délibérément des reportages biaisés, pratiquent la présomption de culpabilité, recueillent et relaient des propos peu plausibles d'une petite poignée de dissidents ouïghours, pour noircir l'image de la Chine en prenant des positions seulement en fonction des critères idéologiques sans même distinguer le vrai du faux, en adoptant une attitude systématiquement antichinoise et en se livrant dans l'emballlement de la propagation des « fake news ».

#### **1.4. Arsenal juridique contre le terrorisme en Chine**

L'Assemblée populaire nationale a adopté la Loi anti-terroriste en 2015 et le 9<sup>ème</sup> amendement au Code pénal. Le Parquet populaire suprême, en coopération avec la Cour populaire suprême, le ministère de la Sécurité publique et le ministère de la Justice, a émis en 2018 des lignes directrices sur l'application de la loi dans les affaires impliquant le terrorisme et l'extrémisme, lesquelles ont amélioré et clarifié les définitions des crimes terroristes, les critères de condamnation, les procédures de traitement des affaires et les mécanismes de travail.

Cet arsenal a constitué un cadre juridique anti-terroriste relativement complet pour la Chine. En respectant strictement la Constitution chinoise, la loi sur l'autonomie ethnique régionale et la loi sur la législation, la province de Xinjiang a pris en compte ses propres conditions locales et formulé entre autres des mesures régionales d'application de la loi anti-terroriste, des règlements de déradicalisation qui font l'objet de

révisions visant leur actualisation.

Dans la pratique, pour les personnes incitées, forcées ou attirées à se lancer dans des activités terroristes ou extrémistes et celles ayant seulement commis des délits mineurs en menant des activités terroristes et extrémistes, les autorités provinciales de Xinjiang combinent des sanctions à la clémence tout en attachant de l'importance à leur réinsertion et à leur rédemption en accord avec le Code pénal, le Code de procédure pénale, la Loi anti-terroriste et d'autres lois et règlements concernés. Pour les personnes ayant été influencées par le terrorisme et l'extrémisme, celles soupçonnées de délits mineurs mais ne faisant pas l'objet de sanctions ou pouvant être exemptées de sanctions pénales, les autorités provinciales de Xinjiang leur offrent des formations professionnelles gratuites au travers des institutions d'éducation professionnelle afin d'améliorer leur maîtrise de la langue commune du pays. A la fin elles obtiennent des connaissances juridiques et des compétences professionnelles, entre autres.

Ainsi, Xinjiang est mieux à même de se prémunir face à l'infiltration du terrorisme et de l'extrémisme. Les procédures détaillées impliquent, sur la base d'une identification claire des objectifs, des méthodes, des normes de réussite et de l'évaluation de la formation, que ces institutions de formation professionnelle signent un accord avec les personnes en formation. Ces institutions mènent ensuite des programmes gratuits sous diverses formes, dont des cours collectifs, des internats et une formation pratique. Les personnes en formation reçoivent des certificats de réussite lorsqu'elles répondent aux

normes exigées.

### **1.5. Xinjiang : province aux enjeux divers**

En raison de sa situation géographique et de ses richesses naturelles, la province de Xinjiang présente de nombreux avantages stratégiques, politiques et économiques. Située à l'extrême Nord-ouest de la Chine, elle occupe 1,66 million de km<sup>2</sup>, environ un sixième de la superficie du territoire chinois. Elle connecte géographiquement la Chine avec huit pays, notamment le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, la Mongolie, l'Inde, le Pakistan, la Russie et l'Afghanistan.

#### *1) Enjeux économiques du Xinjiang*

Ainsi que le souligne Remis Castets, vaste comme trois fois la France, Xinjiang a longtemps été l'un des principaux carrefours des routes de la soie. La politique de stabilisation de la région s'appuie aussi sur des investissements massifs de l'État central afin de développer les infrastructures de transport et de mise en valeur des ressources naturelles. Les transferts issus de l'État central représentant plus de la moitié du budget régional.

La province abrite une part importante des réserves de charbon de la Chine, plus du cinquième des réserves de pétrole et de gaz naturel du pays et de nombreuses ressources minérales comme l'uranium. La présence d'hydrocarbures est connue depuis le début du XXe siècle, [LINCOT, E.,2019].

La Chine s'appuie sur une exploitation intensive de ces ressources pour générer une croissance élevée autant destinée à attirer les Han qu'à augmenter le niveau de vie des minorités

nationales. En 1949, Xinjiang était parmi les provinces chinoises les plus pauvres. Mais désormais, son PIB/habitant la classe au 19<sup>ème</sup> rang parmi les 31 entités provinciales chinoises, [CASTETS, R.,2017].

Depuis la mise en œuvre de la politique de lutte anti-terroriste, en 2017, Xinjiang a connu une croissance de 7,6% de son PIB, et les revenus disponibles des habitants ruraux et urbains ont respectivement augmenté de 8,1% et 8,5%. Le tourisme a connu un essor en 2017, alors plus de 100 millions de voyages ont été réalisés dans la région par des touristes chinois et étrangers, soit une croissance de 32,4% en glissement annuel. Au cours des neuf premiers mois de de 2018, Xinjiang avait déjà enregistré 132 millions de voyages de touristes chinois et étrangers, en hausse de 40% sur un an. Xinjiang d'aujourd'hui est non seulement beau, mais aussi stable et en sécurité.

#### *2) Enjeux stratégique du Xinjiang : l'initiative ceinture et route*

Xinjiang est pour la Chine la porte naturelle des routes de la soie, ce pharamineux projet d'infrastructures devant relier son territoire à ses marchés traditionnels en Asie, en Europe et en Afrique, voire au-delà, [Le Soleil Numérique, Le Xinjiang,2019].

Des siècles durant, Xinjiang a joui d'une grande renommée en raison de sa situation sur la route de la soie à travers laquelle transitaient des marchandises et s'opéraient des échanges culturels entre la Chine et le reste du monde. Riche en charbon, en gaz naturel et en pétrole, Xinjiang fait partie de plusieurs projets chinois liés aux objectifs économiques,

stratégiques et en matière de relations extérieures de la Chine. D'aucuns estiment que la stabilité de Xinjiang s'avère désormais primordiale dans le but d'assurer la réussite du projet « nouvelles routes ».

En effet, la nouvelle route de la soie est un projet stratégique chinois visant à relier économiquement la Chine à l'Europe en intégrant les espaces d'Asie Centrale par un vaste réseau de corridors routiers et ferroviaires. Dans son versant maritime, ce réseau de routes commerciales inclut les espaces africains riverains de l'Océan indien. Surnommé le « projet du siècle » par le Président Xi Jinping, ce programme vise à créer une nouvelle génération de comptoirs transnationaux, [ROUIAÏ, N., 2022].

C'est depuis septembre 2013, que le Président Xi Jinping avait proposé l'initiative de construire conjointement la ceinture économique de la route de la soie lors de ses visites officielles au Kazakhstan et en Asie centrale, et avait appelé, en octobre 2013 en Indonésie et en Asie du Sud-Est, à la construction conjointe de la route maritime de la soie du XXI<sup>e</sup> siècle.

Officiellement publié en mars 2015 par le gouvernement chinois, l'Initiative Ceinture et Route avait fait l'objet d'un Forum de coopération internationale du 14 au 15 mai 2017 à Pékin en Chine, avec la participation de plus de 130 pays et 1500 représentants parmi lesquels se comptaient 29 Chefs d'État et de Gouvernement. En fin juin 2019, plus de 131 pays et 30 organisations internationales avaient signé des documents avec la Chine sur la coopération de l'Initiative Ceinture et Route.

Dans leur vision, les autorités chinoises visent une Chine meilleure et un monde meilleur.

C'est ainsi que l'Initiative Ceinture et Route poursuit une harmonisation du commerce international ainsi qu'une humanisation de la mondialisation dans laquelle tous les Etats, riches ou pauvres, peuvent profiter du commerce mondial à partir de l'interconnexion créée par la Chine. Comme objectifs de ce grand projet chinois à l'échelle mondiale, il y a lieu de citer notamment : l'approfondissement du processus de réforme et d'ouverture de la Chine ; la promotion de la restructuration, transformation et la mise à niveau économiques de la Chine ; le maintien d'un système économique mondial ouvert ; le partage avec le monde des opportunités créées par le développement de la Chine ; la création d'un immense marché chinois offrant de nombreuses opportunités économiques et commerciales pour le monde ; l'amélioration de la gouvernance économique internationale, vers un système juste, équitable et rationnel; l'établissement d'un nouveau type de relations internationales caractérisées par l'égalité, la coopération, le gagnant-gagnant et le développement commun et celui d'une communauté plus proche avec un avenir commun pour l'humanité.

Ce projet renferme six corridors majeurs devant relier l'Asie et l'Europe dans le projet, correspondant au nouveau pont terrestre eurasien : nouveau corridor économique eurasiatique (reliant la Chine et l'Europe du centre); corridor Chine, Mongolie, Russie ; corridor Chine, Asie du centre et Asie de l'Ouest ; corridor économique Chine vers la péninsule indochinoise ; corridor économique Chine, Pakistan et corridor économique Bangladesh, Chine, Inde et Birmanie,[ DEISS, H.,2019].

Pour Nashidil Rouiaï, l'objectif de ce projet est politiquement autant intérieur qu'international. Il note que sur le plan interne, il s'agit pour la Chine d'assurer l'intégrité de son territoire. Pour lui, la province de Xinjiang, très riche en matières premières et au carrefour des routes d'hydrocarbures, étant régulièrement en proie à des conflits ethniques, la Chine souhaite que l'aide au développement des pays limitrophes comme l'Afghanistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan parvienne à réduire l'instabilité aux frontières et à l'intérieur du territoire chinois. Le même auteur pense que cet objectif interne se greffe à un objectif de politique régionale en Asie centrale, consistant à maintenir l'influence chinoise face à l'acteur historique russe, et à s'affirmer comme un acteur stabilisateur des Relations internationales.

Selon les occidentaux en général et les Etats-Unis en particulier, un tel projet apparaît comme une menace chinoise qui tente de réorganiser le commerce international à l'avantage de la Chine. Ils redoutent qu'à travers ce projet, la Chine cache des ambitions hégémoniques. Ainsi, il est clair qu'ils ne laissent pas un champ libre aux chinois. Et, tous les moyens sont bons pour atteindre son objectif en Relations internationales. Ayant bien compris l'importance stratégique de Xinjiang dans la vision du développement chinois, les Etats-Unis ne sont-ils pas tentés d'empêcher la réalisation d'un tel projet en stigmatisant la question ouïghoure ?

## **II. Les Etats-Unis d'Amérique et la question ouïghoure.**

### **2.1. Des sanctions américaines : une**

## **stratégie d'affaiblissement de la Chine ?**

Les Etats-Unis ont pris une série de mesures sanctionnant la Chine par rapport à la question ouïghoure à Xinjiang, notamment : l'adoption de sanctions contre les autorités et les entreprises chinoises, l'interdiction de l'importation des produits de Xinjiang et l'appel au boycott des JO d'hiver Pékin 2022.

### *1) Les sanctions contre les entreprises chinoises*

Le 7 octobre 2019, à quelques jours de la reprise des négociations sino-américaines en vue de parvenir à un accord commercial global pour mettre fin à l'impasse de la guerre des tarifs douaniers que se livrent depuis plusieurs années la Chine et les États-Unis, l'Administration Trump avait pris la décision de sanctionner 28 organisations gouvernementales et commerciales chinoises en les classant sur la liste noire et leur reprochant d'être impliquées dans la campagne de répression des autorités chinoises visant notamment la minorité musulmane ouïghoure.

Officiellement, les Etats-Unis avaient justifié cette décision à travers le Secrétaire au Commerce, Wilbur Ross, qui avait indiqué que « le gouvernement américain et le département du Commerce ne peuvent pas et ne toléreront pas la suppression brutale des minorités ethniques à travers la Chine ».

### *2) Les sanctions contre les autorités chinoises*

Après avoir placé ces 28 organisations gouvernementales et commerciales chinoises sur

la liste noire, les États-Unis ont continué leur série des sanctions visant la répression chinoise contre les musulmans ouïghours. Le 17 juin 2020, Donald Trump avait promulgué une loi pénalisant des responsables chinois accusés de « l'internement de masse » de la minorité musulmane ouïghoure. Officiellement, les autorités américaines avaient souligné que cette loi tenait pour responsables, les auteurs de violations des droits humains et abus comme le recours systématique à des camps d'endoctrinement, aux travaux forcés et à une surveillance intrusive pour éradiquer l'identité ethnique et les croyances religieuses des ouïghours et d'autres minorités en Chine.

### 3) *L'interdiction de l'importation des produits de Xinjiang*

Le projet de cette loi a été introduit par Rubio et Merkley en 2021 et a été adopté par la Chambre et le Sénat en 2022. Nouvellement investi, Joe Biden l'a signé dès le 23 décembre 2021. Cette loi garantit que les biens fabriqués grâce au travail forcé des ouïghours et d'autres groupes ethniques majoritairement musulmans de Xinjiang et d'ailleurs en Chine ne puissent pas être commercialisés aux États-Unis. Elle interdit l'achat de produits qui sont issus du travail forcé des ouïghours en Chine et en a déjà mis en garde les entreprises américaines tentées de fléchir face à la Chine.

Dénommée, *Uyghur Forced Labor Prevention Act*, cette loi demande de porter une attention particulière aux importations de trois produits : le coton, dont Xinjiang est l'un de grands producteurs mondiaux; les tomates, également

produites en masse dans la région ; et le polysilicium, un matériau utilisé dans la production de panneaux photovoltaïques.

### 4) *L'appel au boycott des JO d'hiver Pékin 2022*

Les Etats recourent de plus en plus au sport comme arme géopolitique et diplomatique en Relations internationales. Comme le souligne Pascal Boniface, Coupe du monde de football et Jeux olympiques, devenus des compétitions sportives mondialisées, ont créé un nouvel espace de rivalités géopolitiques. Pour lui, les compétitions sportives ont toujours servi de relai de la rivalité entre puissances, la victoire permettant de conforter le prestige de la nation. Avec la mondialisation, et surtout l'expansion de la télévision, ce phénomène s'est fortement accentué. La montée en puissance du soft power renforce cette tendance. L'enjeu, pour être symbolique, n'en est pas moins réel et important.

Deux facteurs expliquent l'importance stratégique de ces compétitions sportives: l'attractivité et l'organisation. D'une part, leur attractivité sollicite un nombre sans cesse plus grand de personnes. La télévision permet de créer un stade mondial virtuel où chacun peut prendre place. La finale de la Coupe du monde de football est l'événement télévisé le plus suivi au niveau planétaire. Par ailleurs, la redéfinition de la puissance, où l'image, le prestige et le soft power occupent une place de plus en plus importante, donne une importance nouvelle aux victoires sportives. Le champion est un ambassadeur dont le rayonnement dépasse les frontières et qui est bien plus populaire que le chef de l'État. Et,

d'autre part, leur organisation offre une occasion d'être au centre du monde, tant lors de l'attribution de la compétition que lors de son déroulement. C'est une vitrine rare pour un pays.

C'est dans cette perspective que les Etats-Unis avaient appelé au boycott de Jeux Olympiques de Pékin 2022. Et, la raison officielle en était le traitement des ouïghours, Tibet, la répression à Hongkong, etc. A ce sujet, Jen Psaki avait déclaré que « *la représentation diplomatique américaine traiterai ces Jeux comme si de rien n'était, malgré les violations flagrantes des droits humains et les atrocités de la Chine au Xinjiang. Et nous ne pouvons tout simplement pas faire cela* ». Prétendument, c'est officiellement en signe de protestation contre le génocide et les crimes contre l'humanité en cours à Xinjiang que l'administration américaine avait appelé à ce boycott.

## **2.2. La question ouïghoure et les intérêts américains inavoués sur Xinjiang**

Les États-Unis ont connu, dès leurs débuts, une séparation entre l'Église et l'État. Cependant il existe une forte importance du facteur religieux dans leur vie sociale et leur construction nationale. Ils développent une politique active de promotion de la liberté religieuse dans le monde, censée être au cœur des libertés américaines,[DUBERTRAND, R.,2022].

A l'origine du choc des civilisations, les facteurs idéologiques, culturels et spirituels ont aussi constitué une véritable opinion publique internationale pacifiste et soucieuse des droits de l'homme. Le soutien américain aux musulmans

ouïghours s'aligne-t-il dans cette logique de défense des droits humains et de promotion de la liberté religieuse dans le monde? Ou s'agit-il d'une stratégie d'affaiblissement de la Chine ?

En effet, dans son allocution intitulée « *La nouvelle route de la Chine dans les Amériques : au-delà de la soie et de l'argent* », Kimberly Breier, alors secrétaire d'État adjointe, avait déclaré que « *depuis avril 2017, un million de musulmans et de minorités ethniques ont été détenus dans des camps d'internement. Le Parti communiste a fait preuve d'une hostilité extrême à l'égard de toutes les confessions religieuses depuis sa fondation. Nous avons reçu des rapports faisant état de morts et des allégations de torture dans ces camps. Avec l'utilisation omniprésente et arbitraire par la Chine de systèmes de surveillance intrusifs de haute technologie, la collecte de données biologiques et l'augmentation du nombre de membres du personnel de sécurité intégrés dans la région, le Parti communiste a clairement fait de Xinjiang un «état policier» Nous continuerons d'attirer l'attention sur ceux qui commettent des violations des droits de l'homme et d'exiger qu'ils répondent de leurs actes* ».

De son côté et comme le note bien Pascal Boniface, l'islamisme peut se définir comme la volonté d'établir un État islamique pour que les populations situées sur ses territoires vivent dans le respect de la foi et des règles de l'islam ; il s'agit d'appliquer strictement les principes du Coran et de la charia. Il apparaît sous sa forme moderne en Égypte en 1928 avec l'organisation des frères musulmans qui cherchent à rétablir le califat ou à instaurer un État théocratique au sein

duquel les principes religieux règlent la vie quotidienne. Les frères musulmans sont hostiles aux occidentaux dont la présence militaire en terre d'islam est perçue comme une nouvelle forme de croisade. Ils s'opposent à l'ensemble des régimes arabes et/ou musulmans qui sont liés stratégiquement aux pays occidentaux, estimant qu'il s'agit de régimes traîtres ou apostats.

Les mouvements islamistes ont été au départ aidés par les Occidentaux pour contrecarrer la montée en puissance des mouvements nationalistes arabes, considérés pendant la Guerre froide comme plus dangereux parce qu'alliés potentiels de l'Union soviétique.

C'est dans ce contexte que Boniface Pascal souligne que « *les Américains ont ainsi soutenu les frères musulmans pour lutter contre le nassérisme en Égypte et Israël a initialement aidé la masse pour lutter contre l'OLP. De même que les Américains ont largement aidé les djihadistes afghans afin d'affaiblir l'Union soviétique. Depuis, ces mouvements sont devenus farouchement anti-occidentaux. Ils considèrent que l'État d'Israël est une excroissance occidentale en terre d'islam et ne devrait pas exister* » ,[BONIFACE, P., *Op.cit.*].

De tout ce qui précède, les autorités chinoises soulignent que, dès le siècle dernier, les États-Unis et d'autres pays occidentaux ont commencé à soutenir les activités séparatistes et terroristes à Xinjiang à des fins géopolitiques afin de déstabiliser la Chine et de contenir son développement. Officiellement, il a été démontré que depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis et le Royaume-Uni ont commencé à utiliser

le Xinjiang comme un levier pour contenir la Chine, en soutenant les forces séparatistes et terroristes. Les forces néo-conservatrices aux États-Unis se sont mises à endiguer l'influence de la Chine en Asie centrale.

De ce fait, les agences de renseignement américaines et britanniques ont soutenu le pan-turquisme pour affaiblir la Russie et la Chine afin de servir leur objectif de maintien d'un monde unipolaire. C'est pourquoi, au fil des années, ont surgi successivement des institutions anti-chinoises et des organisations extrémistes à la recherche d'un État du «Turkestan oriental» ou de «l'indépendance» de Xinjiang, notamment le «Congrès mondial ouïghour» et le «gouvernement en exil du Turkestan oriental ». Dans la même optique, c'est depuis 2004 que la fondation nationale pour la démocratie (NED) aux États-Unis a aiguillé 8,76 millions de dollars vers de telles organisations de la diaspora ouïghoure qui font campagne contre les politiques chinoises à Xinjiang. Des terroristes sont ainsi entrés à Xinjiang depuis les champs de bataille d'Afghanistan, du Pakistan et de Syrie. Certaines organisations terroristes ont ouvertement lancé des appels pour attaquer les ressortissants chinois. C'est pourquoi, entre 1997 et 2014, le « Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM) » a fréquemment comploté et mené des attaques terroristes en Chine.

A ce sujet, Ikramul Haq affirme que les États-Unis soutiennent les musulmans ouïghours pour des raisons stratégiques de leur politique étrangère qui n'ont rien à avoir avec la défense ou promotion de la liberté religieuse dans le monde. Pour lui, l'endiguement militaire et économique

de la Chine fait partie d'un nouveau Grand Jeu dans lequel les États-Unis et leurs alliés utilisent des groupes religieux-militants comme forces par procuration,[HAQ,2022]. Il est bien établi à partir de nombreux documents officiels que partout dans le monde, les appareils terroristes musulmans ont été créés par les services de renseignements américains comme arme géopolitique. Son utilisation dans le Xinjiang, un territoire autonome du Nord-ouest de la Chine, n'est pas un secret.

Par ailleurs, il soutient que la raison pour laquelle Xinjiang est pris pour cible par l'Occident est liée à la « politique de la carte islamique ». En effet, il fait remarquer que par sa situation géographique, Xinjiang est la principale porte du corridor économique de la route de la soie vers l'Asie centrale et l'Europe. Cette zone possède également des réserves considérables de pétrole et de gaz, de sorte que la construction du pipeline a également commencé avant que la « *Belt and Road Initiative* » (BRI) ne devienne un acronyme à la mode. Ses chances de devenir une puissance régionale sont-elles que le Xinjiang peut facilement accroître le pouvoir de négociation de la Chine avec ses voisins d'Asie Centrale. Il s'agit bien entendu d'un défi majeur pour les États-Unis et leurs alliés.

C'est par la suite qu'il cite William Engdahl qui a aussi souligné que l'escalade de la guerre commerciale contre la Chine, les menaces de sanctions à la suite d'allégations de camps de détention de ouïghours à Xinjiang, les menaces de sanctions si la Chine achète du matériel de défense russe et étend plus avant l'initiative de la nouvelle route de la soie, visent à enrayer la seule

vraie menace qui pèse sur l'ordre mondial imposé par les américains, qui ne repose ni sur la liberté, ni sur la justice mais sur la peur et la tyrannie. Pour William Engdahl, l'Occident, et en particulier les États-Unis, est engagé dans une guerre asymétrique à grande échelle contre la stabilité de la Chine et estime que « *telle est la réalité de la propagande contre la Chine sur la question des mauvais traitements infligés aux musulmans de Xinjiang. Les forces de l'obscurantisme et de la destruction (réseaux terroristes et militants) semblent être les ennemies des États-Unis et de leurs alliés, mais en réalité elles en sont les mandataires. Elles font partie de la stratégie cachée qui vise à arracher au monde sa prospérité économique, sa paix et sa tranquillité, et à maintenir des conflits armés pour que l'industrie de la guerre occidentale prospère* ».

Pour sa part, Sibel Edmonds a expliqué comment les États-Unis avaient planifié et agi pour déstabiliser Xinjiang qui est une grande artère de l'énergie en Chine. Elle avait déclaré : « *Nous voulons, progressivement et en interne, jouer la carte du genre et la carte de la race. Nous disons que les minorités ethniques de Xinjiang n'ont pas leurs propres terres, que nous allons les aider, qu'elles sont opprimées, et que les Chinois les abattent et les torturent* ». Le plan américain est de copier les tactiques utilisées en Afghanistan, en Ukraine et en Irak à Xinjiang, en créant un problème à partir de rien et en l'exploitant. Elle avait aussi déclaré : « *Nous espérons que Xinjiang sera la prochaine Taiwan. En tant que pays occidentaux, nous ne nous sommes jamais souciés des gens. Cela ne relève*

*pas de notre domaine d'intérêt, à moins qu'ils puissent être utilisés, capitalisés pour atteindre notre objectif*»,[EDMONDS, S.,2020].

## CONCLUSION

Entre 1990 et 2016, Xinjiang a été la cible d'attaques terroristes violentes perpétrées par des musulmans ouïghours. Pour y faire face, les autorités chinoises ont renforcé les mesures de sécurité publiques à l'encontre de ces derniers et ont mis en place un arsenal juridique anti-terroriste dont les résultats sont remarquables. Depuis leur mise en œuvre jusqu'à ce jour, aucun autre attentat terroriste n'a eu lieu en Chine en général et à Xinjiang en particulier.

Du point de vue géographique, Xinjiang est une région très importante qui possède des richesses naturelles. Elle présente des avantages stratégiques, politiques et économiques. Ainsi, connectant la Chine avec huit pays d'Asie et d'Europe dont le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, la Mongolie, l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan et la Russie, Xinjiang est une province stratégique dans la mise en œuvre de l'initiative ceinture et route.

Cependant, tenant à tout prix à leur superpuissance mondiale, les Etats-Unis d'Amérique considèrent l'initiative ceinture et route comme une tentative diplomatique chinoise de réorganiser le commerce international à l'avantage de la Chine. Pour l'empêcher, ils ont stratégiquement choisi d'utiliser la province Xinjiang non seulement à cause ses richesses naturelles, mais aussi en raison de sa position géographique faisant d'elle la porte d'entrée

naturelle de l'initiative ceinture et route. Et pour y parvenir, la stratégie américaine d'affaiblissement de la Chine est axée sur la question de musulmans ouïghours. Les Etats-Unis d'Amérique recourent stratégiquement au fait religieux pour faire obstacle à l'aboutissement du projet chinois de ceinture et route à partir de Xinjiang.

Accusant officiellement la Chine de violer les droits humains à travers ses mesures de sécurité publique à Xinjiang, les Etats-Unis d'Amérique soutiennent les musulmans ouïghours à des fins stratégiques. Les réseaux de terroristes ouïghours à Xinjiang constituent une arme géopolitique importante pour les américains dans la stratégie de « politique de la carte islamique ». Cette stratégie consiste à empêcher que Xinjiang qui est la principale porte du corridor économique de la route de la soie vers l'Asie centrale et l'Europe, puisse donner à la Chine ses chances de devenir une puissance régionale en accroissant facilement son pouvoir de négociation avec ses voisins d'Asie Centrale. C'est la raison pour laquelle les américains travaillent pour la déstabilisation de Xinjiang en s'appuyant sur la question des musulmans ouïghours. Les enjeux du soutien américain aux musulmans ouïghours ainsi que les pressions faites à la Chine par les Etats-Unis, prouvent que la question religieuse n'est juste qu'un moyen stratégiquement choisi par ces derniers pour parvenir à leurs fins : soutenir l'indépendance de Xinjiang en utilisant les musulmans ouïghours et empêcher qu'à travers cette province, les nouvelles routes de la soie puissent connecter la Chine à l'Asie et l'Europe.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Agence de Presse Xinhua, interview du chef du gouvernement du Xinjiang sur la lutte anti-terrorisme, l'éducation et la formation professionnelles au Xinjiang, disponible en ligne sur <https://www.mfa.gov.cn/ce/cefr//fra/zgyw/t1605447.htm>, Page consultée le 20/02/2022 à 18h44
2. Agence France-Presse, Ouïghours détenus en Chine : des ONG réclament une enquête de l'ONU, disponible en ligne sur <https://www.lapresse.ca/international/asiе-oceanie/201902/04/01-5213426-ouighours-detenus-en-chine-des-ong-reclament-une-enquete-de-lonu.php>, Page consultée le 29/02/2022 à 14h44
3. Ambassade de Chine à Paris, Les mensonges calomnieux sur le Xinjiang finiront par être balayés dans la poubelle de l'Histoire, disponible en ligne sur <https://www.mfa.gov.cn/ce/cefr//fra/zfzj/t1852597.htm>, Page consultée le 10/02/2022 à 20h00
4. BONIFACE, P., *La géopolitique. Les relations internationales*, Eyrolles, Paris, 2011
5. BREIER, K., « La nouvelle route de la Chine dans les Amériques : au-delà de la soie et de l'argent (Allocution) », in *Bureau des affaires des Amériques*, disponible en ligne sur <https://ca.usembassy.gov/fr/la-nouvelle-route-de-la-chine-dans-les-ameriques-au-dela-de-la-soie-et-de-largent/>, Page consultée le 22/02/2022 à 11h44
6. CABESTAN, J-P. & VERMANDER, B., « La primauté du facteur américain. La Chine en quête de ses frontières », in *La confrontation Chine-Taiwan*, Presses de Sciences Po., Paris, 2005, pp.197-226
7. CABESTAN, J-P., « La Chine et les Etats-Unis : Entre confrontation et accommodements », in *Politique internationale de la Chine*, Presses de Sciences Po., 2015, Paris, pp.243-318
8. CABESTAN, J-P., « La Chine et les Etats-Unis. Vers une nouvelle guerre froide », in *Politique internationale de la Chine*, Presses de Sciences Po., Paris, 2022, pp.269-341
9. CASTETS, R., « La Chine face au terrorisme islamique », in *Questions internationales*, N° 75, septembre-octobre 2015, pp.105-109
10. CASTETS, R., « Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal-être », in *Perspectives chinoises*, N°78, juillet-août 2003, pp.1-22, disponible sur <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/156>, Page consultée le 18/02/2022 à 12h44
11. DEFRANOUX, L. & GERARD, S., « Chine entre répression et jihad, les ouïghours pris au piège », in *La libération*, disponible en ligne sur [https://www.liberation.fr/planete/2017/02/24/entre-repression-et-jihad-les-ouighours-pris-au-piege\\_1550917/](https://www.liberation.fr/planete/2017/02/24/entre-repression-et-jihad-les-ouighours-pris-au-piege_1550917/), Page consultée le 12/02/2022 à 17h14
12. DEISS, H., « Les six corridors majeurs des nouvelles Routes de la Soie », disponible en ligne sur : <https://portsetcorridors.com/2019/les-six->

- [corridors-majeurs-des-nouvelles-routes-de-la-soie/](#), Page consultée et téléchargée le 20/02/2022 à 09h00
13. DELBROUCK, R., « La relation sino-américaine depuis 2017 », in *Centre d'étude des crises et conflits internationaux*. Note d'analyse N°71, disponible sur [http://cecrlouvain.be/wp-content/uploads/2020/09/Note-danalyse-71\\_rela-sino-am.pdf](http://cecrlouvain.be/wp-content/uploads/2020/09/Note-danalyse-71_rela-sino-am.pdf), Page consultée et téléchargée le 20/02/2022 à 11h44
  14. DETRY, C-E., « Le dilemme chinois de Trump à Biden. Un consensus et trois visions du monde », in *Institut Français des Relations Internationales*, Asie Visions, N°122, 2021
  15. DUBERTRAND, R., « Le fait religieux dans la politique extérieure française contemporaine : témoignage de M. Roland Dubertrand, MAE », in FERRAGU, G. & MICHEL, F. (Dir.), *Diplomatie et religion : Au cœur de l'action culturelle de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, pp.113-121, disponible en ligne sur <https://books.openedition.org/psorbonne/41258?lang=fr>, Page consultée le 20/02/2022 à 11h56
  16. EDMONDS, S., « Xinjiang: China's western frontier in the heart of Eurasia », in *Australian Alert Service*, November 2020-March 2021, disponible en ligne sur <https://citizensparty.org.au/special-report-xinjiang-anglo-americans-sponsor-east-turkistan-campaigns>, Page consultée le 29/02/2022 à 17h20
  17. FOX, J. & SANDLER, S., *Bringing Religion Into International Relations*, Palgrave, New York, 2006 et ALLÈS, D., « Diplomatie et Religions : Focus sur le cas indonésien », in *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, Asia Focus (167), pp.1-19, disponible sur <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2021/09/Asia-Focus-167.pdf>, Page consultée et téléchargée le 25/02/2022 à 14h22
  18. France 24, Une loi américaine sanctionne Pékin dans sa répression contre les Ouïghours, disponible en ligne sur <https://www.france24.com/fr/20200617-trump-promulgue-une-loi-sanctionnant-p%C3%A9kin-dans-sa-r%C3%A9pression-contre-les-ou%C3%AFghours>, Page consultée le 22/03/2022 à 12h49
  19. France 24, Washington sanctionne des organisations chinoises qui répriment les Ouïghours, disponible en ligne sur <https://www.france24.com/fr/20191008-etats-unis-sanctions-organisations-chinoises-repriment-ouighours>, Page consultée le 20/02/2022 à 15h00
  20. HAQ, I., « Chine : la nouvelle Route de la soie et la carte islamique », in *Tunisie Focus*, disponible en ligne sur <https://www.tunisiefocus.com/economie/chine-la-nouvelle-route-de-la-soie-et-la-carte-islamique-199289/>, Page consultée le 24/02/2022 à 14h41
  21. HUNTINGTON, S., *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris, 2005
  22. JULIENNE, M., « La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme au Xinjiang : quelles méthodes pour quels résultats ? Etat

- des lieux et perspectives », in *Observatoire International du Religieux*, disponible en ligne sur <https://www.sciencespo.fr/cei/fr/oir/la-lutte-contre-le-terrorisme-et-l-extremisme-au-xinjiang-quelles-methodes-pour-quel-resultats->, Page consultée et téléchargée le 17/02/2022 à 08h50
23. KERNIVINEN, P.B., « Qui sont les ouïghours, la minorité musulmane de chine ? », in *20 Minutes*, disponible en ligne sur <https://www.20minutes.fr/monde/2872535-20200928-ouighours-minorite-musulmane-chine>, Page consultée le 05/02/2022 à 11h50
24. Le Monde, Les Etats-Unis interdisent l'importation de produits du Xinjiang issus du travail forcé, disponible en ligne sur [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/24/les-etats-unis-interdisent-l-importation-de-produits-du-xinjiang-issus-du-travail-force\\_6107174\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/24/les-etats-unis-interdisent-l-importation-de-produits-du-xinjiang-issus-du-travail-force_6107174_3210.html), Page consultée le 20/02/2022 à 12h20
25. Le Soleil Numérique, Le Xinjiang, embûche pour Pékin sur les Nouvelles routes de la soie, disponible en ligne sur <https://www.lesoleil.com/2019/04/29/le-xinjiang-embuche-pour-pekkin-sur-les-nouvelles-routes-de-la-soie-d07b9281d23298794de3f9f12135dde2?nor=true>, Page consultée et téléchargée le 24/02/2022 à 11h52
26. LINCOT, E., « Xinjiang : l'axe pivot des «nouvelles routes de la soie », in *RT France*, disponible en ligne sur [xinjiang-axe-pivot-nouvelles-routes-de-la-soie](https://francais.rt.com/international/77812-xinjiang-axe-pivot-nouvelles-routes-de-la-soie), Page consultée le 24/02/2022 à 09h19
27. MAILA, J., « Religions et conflits dans les Relations Internationales », disponible en ligne sur <https://www.cairn.info/revue-etudes-2018-5-page-7.htm>, Page consultée et téléchargée le 25/02/2022 à 14h22
28. MAILLE, P., « JO d'hiver 2022 : pourquoi les États-Unis ont choisi le boycott diplomatique », in *UsbeketRica*, disponible en ligne sur <https://usbeketrica.com/fr/article/jo-d-hiver-2022-pourquoi-les-etats-unis-ont-choisi-le-boycott-diplomatique>, Page consultée le 23/01/2022 à 17h30
29. PEDROLETTI, B., « Attentats ouïghours: la Chine confrontée au terrorisme de masse », in *Le Monde*, disponible en ligne sur : [https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2014/05/20/attentats-ouigours-la-chine-confrontee-au-terrorisme-de-masse\\_4422114\\_3216.html](https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2014/05/20/attentats-ouigours-la-chine-confrontee-au-terrorisme-de-masse_4422114_3216.html), Page consultée le 18/04/2022 à 19h30
30. PLUYETTE, C., « La Chine légalise les camps de « rééducation » pour Ouïghours », in *Le Figaro*, disponible en ligne sur <https://www.lefigaro.fr/international/2018/10/11/01003-20181011ARTFIG00051-la-chine-legalise-les-camps-de-reeducation-pour-ouigours.php>, Page consultée le 29/02/2022 à 14h25
31. RENARD, M-F., *La Chine dans l'économie mondiale. Entre dépendance et domination*, Presses Universitaires Blaise-Pascal, Paris, 2021
32. ROUIAÏ, N., « La Chine à la conquête de la

- nouvelle route de la Soie », in *Carto*, N°44, disponible en ligne sur <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie/@@aws-content-pdfbook>, Page consultée le 31/01/2022 à 15h29
33. SAINT-PAUL, P., « Chine: attentat terroriste sans précédent dans le Xinjiang », in *RTBF*, disponible sur <https://www.lefigaro.fr/international/2014/05/22/01003-20140522ARTFIG00177-chine-attentat-terroriste-sans-precedent-dans-le-xinjiang.php>, Page consultée le 20/02/2022 à 09h44
34. SHEN, S., « L'utilisation de la lutte anti-terroriste dans la politique étrangère chinoise : entre opportunités et défis à venir », in ANDRE, P. (Dir.), *La Chine d'aujourd'hui. Dynamique domestiques et internationales*, Septentrion, pp.125-142, disponible en ligne sur <https://books.openedition.org/septentrion/8221?lang=fr>, Page consultée le 25/02/2022 à 15h40

---

☆ Question Des Musulmans Ouighours Dans Les Relations Sino-Américaines : Regards Croisés  
Entre Probleme De Securite Nationale Et Strategie d'Affaiblissement  
\*

Received 4 October 2022; Accepted 24 October 2022  
Available online 13 November 2022